

Les présentes conditions générales (les « Conditions Générales ») font partie intégrante du contrat (le « Contrat ») qui définit les termes et conditions par lesquels la société Statkraft Renouvelables SAS (la « Société ») confie au fournisseur (le « Fournisseur ») le soin de lui fournir des biens (les « Biens ») et/ou des services (les « Services »). Le Contrat comprend au minimum une page de comparution des parties, des conditions particulières (les « Conditions Particulières »), les Conditions Générales, le Code de conduite des fournisseurs Statkraft, le devis du Fournisseur et le cas échéant un Accord sur le traitement des données. La société et le Fournisseur sont ci-après dénommés séparément par « Partie » ou conjointement par (« Parties »).

## 1. Documents contractuels

- 1.1 Le Contrat régit la fourniture de Biens et/ou Services à la Société par le Fournisseur. En cas de contradiction entre les documents contractuelles composant le Contrat, la liste de documents indiquée dans les conditions particulières définit l'ordre de priorité de ces documents.
- 1.2 Le Contrat contient l'intégralité des engagements des Parties. Tout document antérieur au Contrat non répertorié dans les Conditions particulières ne fait pas partie du Contrat. Le Contrat ne peut être modifié qu'après accord exprès écrit de la Société. Les conditions générales de vente du Fournisseur sont inapplicables au Contrat.
- 1.3 Aucune offre commerciale non reprise dans le Contrat ne pourra donner lieu à un quelconque paiement.
- 1.4 En acceptant le Contrat, le Fournisseur reconnaît avoir reçu l'ensemble des documents et informations nécessaires pour apprécier les engagements pris au titre des présentes.

## 2. Exécution du Contrat

- 2.1 Le Fournisseur exécute le Contrat avec le degré de compétence, soin, diligence et prudence qui est raisonnablement et normalement attendu d'un fournisseur qualifié et expérimenté dans une situation équivalente. Il applique la réglementation applicable en vigueur dans son pays d'établissement et dans celui où les Biens et/ou Services doivent être livrés.
- 2.2 Le Fournisseur s'assure que les Biens et/ou Services sont adaptés à l'objet du Contrat, et s'engage à atteindre les performances et résultats stipulés dans le Contrat.
- 2.3 Le Fournisseur est responsable de la mise en œuvre de tous les moyens nécessaires à l'exécution du Contrat, et s'assure de disposer d'un personnel dûment formé et qualifié.
- 2.4 Sauf disposition contraire dans le Contrat, le Fournisseur fournit à la Société un rapport d'activité hebdomadaire. Il l'informe sans délai par écrit de toute situation susceptible de compromettre la bonne exécution du Contrat. En particulier, il informe la Société en cas de mise en redressement ou liquidation judiciaire de son entreprise ou de toute situation équivalente, ainsi qu'en cas de cession totale ou partielle de son activité, ou de toute modification de son organisation susceptible d'affecter l'exécution du Contrat.
- 2.5 Lorsque des autorisations sont nécessaires à l'exécution du Contrat, le Fournisseur s'assure dans les meilleurs délais et au plus tard avant le terme du Contrat qu'elles ont toutes été obtenues et transférées à la Société.
- 2.6 Sur notification écrite, la Société peut reporter tout ou partie de l'exécution du Contrat à une date ultérieure. A réception de cette notification, le Fournisseur informe sans délai la Société de l'effet que ce report est susceptible d'avoir sur l'exécution du Contrat. En fonction de ces éléments, la Société confirme alors (ou non) sa demande de report dans les meilleurs délais. Pendant la période de report, la Société indemnise les dépenses nécessaires à la démobilisation puis remobilisation du personnel sur justificatifs.
- 2.7 La Société peut également après notification écrite annuler tout ou partie du Contrat avec effet immédiat. Dans ce cas, la Société paie au Fournisseur les montants dû pour la partie du Contrat déjà réalisée, et prend en charge les dépenses nécessaires et justifiées que le Fournisseur supporte en conséquence directe de l'annulation.
- 2.8 Dans la limite de ce que les Parties pouvaient raisonnablement attendre lors de la conclusion du Contrat, la Société pourra exiger toute modification de la qualité ou de l'étendue du Contrat, ainsi que du

The present general terms (the "General Terms") are part of the Contract Agreement (the "Contract") that define the terms and conditions whereby any company belonging to the Statkraft group (the "Company") entrusts the supplier (the "Supplier"), to supply goods (the "Goods") and/or services (the "Services"). The Agreement includes, as a minimum, a cover page designating the parties, the specific conditions (the "Specific Conditions" , the General Terms, the Statkraft Supplier Code of Conduct, the Supplier's quote, and if applicable a Data Processing Agreement. The Company and the Supplier shall be hereinafter referred to separately by "Party" or jointly by "Parties".

## 1. Contractual documents

- 1.1. The Contract and its Appendix, govern the supply of Goods and/or Services by the Supplier to the Company. In case of any contradiction between contractual clauses, the list indicated in the Specific conditions defines the order of precedence for these documents.
- 1.2. The Contract embody the Parties entire undertakings. Any document predating the Contract, if not listed in the Specific Conditions, does not constitute a part of the Contract. The Contract can only be modified with the explicit written consent of the Company. The Contract take priority over the Supplier's conditions of sale.
- 1.3. No Supplier proposals or commercial offer that has not been included in the Contract can result in any payment or compensation whatsoever.
- 1.4. By accepting the Contract, the Supplier expressly acknowledges having received communication of all of documents and information that it needs to assess the commitments that it has undertaken pursuant hereto.

## 2. Performance of the Contract

- 2.1 The Supplier shall perform the Contract with the degree of skill, care, diligence and prudence which would reasonably and ordinarily be expected from a skilled, experienced and competent Supplier in an equivalent situation. It shall apply the applicable regulations in force in its country of establishment and in the country where the Goods and/or Services are to be delivered.
- 2.2 The Supplier shall ensure that the Goods and/or Services are fit for the object of the Contract and commits itself to achieve performance and results stipulated in the Contract.
- 2.3 The Supplier shall be responsible for implementing all necessary resources for the performance of the Contract and shall ensure it has appropriately trained and qualified personnel.
- 2.4 Unless differently specified in the Contract, the Supplier shall provide the Company with a weekly activity report. It shall promptly inform the Company in writing of any situation that might jeopardize the Contract proper performance. In particular, it shall inform the Company should its business become the subject of bankruptcy proceedings, or should any equivalent situation occur, such as the winding-up or total or partial transfer of its business activity, or in the event of any modification of its organizational structure that might jeopardize the Contract performance.
- 2.5 When authorizations, whatever their nature, are required to perform the Contract, the Supplier shall ensure as soon as possible and at the latest before the Contract completion that all authorizations have been obtained and transferred to the Company.
- 2.6 Upon written notification, the Company may postpone all or part of the Contract. Following such notification, the Supplier shall without undue delay notify the Company with regard to the postponement potential effect on the Contract implementation .Based on such information, the Company shall confirm or not its postponement request as soon as possible. During the postponement period , the Company shall provide compensation for necessary expenses in connection with the demobilizing and mobilizing of personnel that are duly justified.
- 2.7 Upon written notification to the Supplier, the Company may cancel the Contract in whole or in part with immediate effect. Following such cancellation, the Company shall pay the Supplier the amounts due for the part of the Contract already performed, and shall bear the necessary and justified expenses that the Supplier incurs as a direct consequence of such cancellation.
- 2.8 Within the limits of what the Parties could reasonably expect at the time of entry into the Contract, the Company may demand any changes in the

planning de réalisation. Dans ce cas, le Fournisseur l'avise sans délai les effets que ces modifications pourraient avoir sur le prix et le calendrier des travaux.

quality or scope of the Contract, as well as changes in the work schedule. In such a case, the Supplier shall without undue delay advise Company with regard to any effect those changes might have on the price and work schedule.

### 3. Livraison – Transport - Emballage

- 3.1 Les Biens et/ou Services doivent être livrés en parfait état avec leur documentation complète telle que requise par la réglementation et les bonnes pratiques de marché (i.e. les manuels d'utilisation et d'entretien, les dessins, les calculs, les données techniques, les rapports d'avancement, les certificats de qualité et de conformité, les rapports d'essais, les certificats d'origine, les autorisations et licences d'exportation, etc.) ; ainsi que toutes les instructions nécessaires à leur utilisation correcte et dans les conditions de sécurité appropriées.
- 3.2 Le Fournisseur utilise des emballages adaptés à la nature des Biens, garantissant leur sécurité et intégrité jusqu'à leur livraison au lieu convenu et pendant leur stockage.
- 3.3 Sauf stipulation contractuelle contraire, la livraison est effectuée « Rendu Droits Acquittés » (« DDP » selon les Incoterms®, ICC 2020) au lieu de livraison défini dans le Contrat. Les Biens sont emballés, marqués, chargés, arrimés et sécurisés conformément aux instructions d'expédition, d'emballage et de marquage de la Société éventuellement énoncées dans le Contrat et à défaut aux meilleures pratiques du marché.
- 3.4 Le Fournisseur n'effectue aucune livraison sans autorisation préalable de la Société. A défaut, il devra rembourser les frais de stockage engagés par la Société jusqu'à la date de livraison convenue.
- 3.5 Les délais de livraison contractuels constituent une condition essentielle du Contrat. Le Fournisseur informe sans délai et par écrit la Société de tout retard prévisible et des mesures mises en œuvre pour le limiter. Sauf cas de force majeure, le Fournisseur supporte tous les frais supplémentaires résultant d'un tel retard.
- 3.6 En cas de non-respect des délais contractuels de livraison, la Société se réserve le droit :
  - d'appliquer de plein droit et sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard équivalentes à 0,5% du prix HT du Contrat par jour calendaire de retard, ces pénalités étant plafonnées à 15% du prix du Contrat hors taxes. Ces pénalités ne déchargent pas le Fournisseur de ses obligations contractuelles et ne constituent pas une indemnisation forfaitaire définitive du préjudice subi par la Société. Le Fournisseur autorise la Société à déduire, après un délai de dix (10) jours calendaires suivant leur notification les pénalités de retard non contestées des sommes dues, ou à émettre une facture dédiée. et/ou,
  - de résilier le Contrat lorsque le retard effectif dépasse deux (2) semaines calendaires, et ce sans qu'aucune indemnité de quelque nature ne soit due au Fournisseur.

### 4. Refus de livraison

- 4.1 La Société peut refuser tout ou partie des Biens et/ou Services qu'elle considère comme non conformes au Contrat. La livraison est alors considérée comme non effectuée.
- 4.2 La Société se réserve alors le droit (i) d'exiger du Fournisseur qu'il remplace ou répare les Biens ou Services refusés dans le délai imparti par la Société, ou (ii) d'effectuer lui-même ou via un tiers ledit remplacement/réparation, ou (iii) de conserver les Biens et/ou le résultat du Service objet du refus, ou (iv) de résilier tout ou partie du Contrat. Dans tous les cas, la totalité des frais et risques consécutifs au refus est supportées par le Fournisseur.

### 5. Transfert de la propriété et des risques

- 5.1 La propriété des Biens et/ou Services est transférée à la Société lors de leur livraison effective conforme au Contrat, libre de tout privilège, sureté, charge quelconque, intérêt ou autre droit. Sur demande de la Société, le Fournisseur signera sans délai tout document attestant du transfert de propriété.
- 5.2 Droits de propriété sur les résultats des Services : sauf convention contraire, la Société acquiert automatiquement la propriété exclusive

### 3. Delivery - Transportation - Packaging

- 3.1 The Goods and/or Services shall be delivered in perfect conditions with its complete documentation as required by regulations and good market practice (i.e any operation and maintenance manuals, drawings, calculations, technical data, , progress reports, quality documentation, conformity certificates, test reports, bill of lading, certificates of origin, export authorizations and licenses); as well as all necessary instructions for their correct and safe use.
- 3.2 The Supplier shall use packaging suitable to the nature of the Goods, that guarantee their safety and integrity thereof until they are delivered and while in storage.
- 3.3 Unless otherwise specified in the Contract, (i) delivery shall be made "Delivered Duty Paid" ("DDP" according to Incoterms®, ICC 2020) Company's destination set in the Contract, with the Goods packed, marked, loaded, lashed and secured in accordance with the Company's shipping, packing and marking instructions stated in the Contract, or if none according to market best practice.
- 3.4 The Supplier shall not deliver the Goods without the Company prior consent. Failing that, the Supplier shall reimburse any storage cost incurred by the Company until the agreed delivery date.
- 3.5 Delivery deadlines agreed between the Parties are mandatory. Their compliance is an essential condition without which the Company would not have contracted. The Supplier shall promptly inform in writing the Company of any foreseeable delay in respect to the delivery deadlines, and of any measures implemented to remedy such delay. Except in case of a force majeure event, the Supplier shall bear any additional expenses resulting from such delay.
- 3.6 In the event of failure to meet delivery deadlines, the Company reserves the right:
  - to apply, automatically and without prior notice, late penalties equivalent to 0.5% of the Contract pre-tax price per calendar days delay, such penalties being capped at 15% of the Contract pre-tax price. Above penalties do not discharge the Supplier from its contractual obligations and cannot be considered as a final lumpsum compensation for the damage incurred by the Company. The Supplier allow the Company to deduct, after a ten (10) calendar days period following the notification, the late payment penalties from the amount due to the Supplier in relation to the late delivery, or to issue a dedicated invoice.and/or,
  - to terminate the Contract when the effective delay exceeds two (2) business week, without any indemnity being due to the Supplier.

### 4. Rejection of Delivery

- 4.1 The Company may refuse all or part of the Goods and/or Services which it considers not to be in conformity with the Contract. The delivery shall then be considered as not having been made.
- 4.2 In such a situation, the Company reserves the right (i) to require the Supplier to replace or repair the rejected Goods and/or the result of the Services, within the deadline laid down by the Company, or (ii) to perform itself or have performed the said replacement or repair by a third party of its choice, or (iii) to retain the Goods and/or the result of the Services subject to a rebate, or (iv) to terminate the Contract in whole or in part. In all cases, totality of the costs and risks resulting from rejection shall be borne by the Supplier.

### 5. Transfer of title and risks

- 5.1 Title to Goods and/or Services shall pass to the Company free and clear of any liens, claims, encumbrances, interests or other rights upon their actual delivery as specified under the Contract. If requested, the Supplier shall promptly execute any document certifying transfer of title.
- 5.2 Rights to ownership of results of Service: Unless otherwise agreed, the Company acquires exclusive ownership to the results of the Service as and when it is performed. All reports, drawings, specifications, and similar

des résultats des Services au fur et à mesure de leur réalisation. Tous les rapports, dessins, spécifications et documents de toute nature, y compris les logiciels informatiques qui sont préparés dans le cadre du Service, sont considérés comme faisant partie des résultats du Service.

- 5.3 Sont exclus les documents et logiciels préexistant au Contrat qui appartiennent déjà au Fournisseur ou à des tiers. Lorsque ces documents et logiciels sont nécessaires au fonctionnement, à la maintenance, ou à la mise en œuvre des Biens ou Services, le Fournisseur concède d'ores et déjà à, ou obtient au bénéfice de, la Société une licence d'utilisation gratuite et illimitée. Dans ce cas, ces documents ou logiciels ne seront pas utilisés à d'autres fins sans le consentement du Fournisseur.
- 5.4 Le Fournisseur s'interdit d'entreprendre des missions pour d'autres clients sans accord écrit de la Société si ces missions exploitent les résultats des Services accomplis pour la Société.
- 5.5 Le risque de perte ou dommage aux Biens et/ou Services est transféré du Fournisseur à la Société après livraison au lieu convenu, conformément à l'Incoterm ICC 2020 sélectionné.

## 6. Droits de propriété intellectuelle

- 6.1 Le Fournisseur informe la Société dès que possible de tous les droits de propriété intellectuelle détenus par lui ou des tiers et qui seraient nécessaires à l'exécution du Contrat et/ou l'utilisation des résultats des Services. Il se charge d'obtenir à ses frais tous les droits nécessaires à l'exécution du Contrat et à l'exploitation des résultats.
- 6.2 Le Fournisseur garantit à la Société qu'il détient tous les droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'exécution du Contrat et à l'utilisation des résultats. Les éventuels droits et redevances liés aux droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'exécution du Contrat et à l'exploitation des résultats des Services sont inclus dans le prix du Contrat.
- 6.3 Le Fournisseur garantit la Société contre toutes les conséquences dommageables résultant de réclamations ou plaintes de tiers (y compris les employés et ayants droit du Fournisseur) en relation avec le Contrat, et notamment tout dommage direct et/ou indirect lié à l'impossibilité d'utiliser les Biens et/ou Services. Il garantit la Société contre toute condamnation à son encontre et l'indemnise de tous les frais et indemnités supportés par elle en vertu d'une décision de justice ou dans le cadre d'un accord amiable.
- 6.4 Toute Partie ayant connaissance de l'existence d'une réclamation d'un tiers sur des droits de propriété intellectuelle susceptibles d'être utilisés pour l'exécution du Contrat doit immédiatement en informer l'autre Partie.
- 6.5 Le Fournisseur s'engage à prévenir toutes conséquences négatives pour la Société pouvant résulter d'une telle réclamation/plainte, de manière à empêcher que la Société soit dans l'impossibilité même partielle et temporaire d'utiliser les Biens et/ou Services.

## 7. Prix – Facturation – Paiement

- 7.1 Les prix indiqués dans le Contrat sont fermes, définitifs et non révisables pendant la durée du Contrat. Ils sont réputés couvrir les frais du Fournisseur liés au Contrat, et stipulés hors TVA. Tout changement du taux de TVA est immédiatement applicable aux factures non échues. Sauf stipulation contraire, le paiement du prix est effectué en euros.
- 7.2 Sauf disposition contraire, les acomptes sont interdits. En cas d'accord de la Société, ces acomptes sont limités à 20% du prix total hors taxes du Contrat. En contrepartie, la Société pourra exiger la fourniture d'une garantie bancaire du même montant.
- 7.3 Les factures indiquent les références du Contrat. Elles sont émises par le Fournisseur conformément aux échéances contractuelles, et sous réserve de l'exécution conforme de ses obligations.
- 7.4 Sauf disposition contraire, le paiement est effectué au plus tard 45 jours ouvrables après la livraison acceptée des Biens et/ou Services et la réception d'une facture conforme. La Société peut compenser toute somme qu'elle pourrait devoir au Fournisseur et toute somme qui lui serait due par ce dernier en exécution du Contrat.
- 7.5 Le paiement ne constitue pas une approbation de la livraison. La Société peut retenir tout ou partie du paiement du prix en cas d'exécution partielle.

documents, including computer software, which are prepared in connection with the Service are considered to be part of the results of the Service.

- 5.3 Documents and software pre-existing the Agreement which already belong to the Supplier or to third parties are excluded. However, if such documents and software are necessary for operations, inspection, maintenance and so on, they shall be made available to the Company, with unrestricted right of use. In such case, the documents shall not be used for other purposes without the Supplier's consent.
- 5.4 The Supplier shall not take on assignments for other clients without the Company's written consent if those assignments make direct use of the results of Services carried out for the Company.
- 5.5 The risk of loss of or damage to the Goods and/or Services shall pass from the Supplier to the Company upon delivery at the agreed location pursuant to the selected Incoterm ICC 2020.

## 6. Property rights

- 6.1 The Supplier must as soon as possible inform the Company of all intellectual property rights held by third parties or by itself, which are necessary for performance of the Contract and use of the results. The Supplier shall be responsible for obtaining at its own cost all rights that are necessary for the Contract's performance and use of the results.
- 6.2 The Supplier warrants to the Company that it holds all the intellectual property rights necessary for performance of the Contract and use of the results. If any, the duties and royalties related to intellectual property rights that are necessary for the Contract's performance and use of the results are included in the Contract price.
- 6.3 The Supplier shall hold the Company harmless against all damaging consequences resulting from any claim or complaint by third parties (including the Supplier's employees, collaborators, and beneficiaries) in connection with the results of Service, and/or Goods, and specifically any direct and/or indirect loss connected to the impossibility to use the Goods and/or results of the Service. It undertakes to hold the Company harmless against any ruling against it and to indemnify it for all costs and indemnities borne by the Company pursuant to a legal decision or within the context of an amicable agreement.
- 6.4 Any Party having knowledge of the existence of a third party claim on intellectual property rights that may be used in the Contract performance shall immediately inform the other Party.
- 6.5 The Supplier undertakes to prevent any negative consequences for the Company that may result from said claim, and in particular to prevent the Company being temporarily or partially unable to use the results of the Service.

## 7. Price - Invoicing - Payment

- 7.1 Prices indicated in the Order shall be firm, final and non-revisable for the duration of the Contract. The agreed prices shall be deemed to cover all the Supplier's costs in connection with the Contract. They shall be stipulated including of all taxes except VAT. Any change in the applicable VAT rate is immediately applicable to invoices not yet due. Unless otherwise stipulated in the Contract, payment of the price shall be made in euro.
- 7.2 Advance payments are not permitted unless agreed by the Company. When permitted, the Company shall have the possibility to request a bank guarantee for the same amount. Advanced payments may not exceed 20 % of the total Price of the Contract exclusive of taxes.
- 7.3 Invoices shall indicate the references of the Contract and shall be issued by the Supplier in accordance with the due dates stipulated in the Contract, subject to the correct performance of the Supplier's obligations.
- 7.4 Unless otherwise agreed, payment shall be made 45 days after approved delivery and receipt of a correct invoice. The Company may set off any amount it may owe to the Supplier against any amount owed to it by the Supplier under the Agreement.
- 7.5 Payment cannot be considered as an approval of delivery. As long as the Supplier has not fully fulfilled its obligations, the Company can retain all

7.6 En cas de retard de paiement par la Société, le Fournisseur bénéficie sans qu'aucun rappel ne soit nécessaire d'intérêts de retard à compter du lendemain de la date limite de paiement mentionnée sur la facture. Le taux d'intérêt pour retard de paiement est égal à trois (3) fois le taux d'intérêt légal applicable dans le pays où la Société est située. En outre, conformément à la loi française, la Société est tenue de verser une indemnité forfaitaire au titre des frais de recouvrement d'un montant de 40€.

## 8. Période de garantie

- 8.1 Le Fournisseur garantit que les Biens et/ou Services sont exempts de défauts de conception, de fabrication ou de fonctionnement.
- 8.2 Sauf disposition contractuelle contraire, la durée de la garantie contractuelle est de vingt-quatre (24) mois à compter de la livraison des Biens et/ou Services.
- 8.3 Durant cette garantie, le Fournisseur met en œuvre à ses frais toutes les mesures nécessaires pour pallier les conséquences de tout défaut de conformité notifié par la Société. Il appliquera la solution la plus appropriée après accord de la Société. Le Fournisseur remédie au défaut dans le délai indiqué par la Société et sauf convention contraire, dans un délai maximum de quinze (15) jours calendaires suivant la notification écrite du défaut.
- 8.4 Le Fournisseur supporte l'ensemble des frais directs et indirects engendrés par le défaut, tels que notamment la logistique et la main d'œuvre nécessaire au démontage des Biens défectueux et à l'installation des Biens de substitution.
- 8.5 En cas de défaut sériel ( défaut de même nature affectant plus de cinq pour cent (5%) des Biens livrés dans le cadre du Contrat, mesuré sur une période continue de douze (12) mois consécutifs à compter de la livraison des premiers biens jusqu'à deux (2) ans après la date de livraison des derniers Biens), le Fournisseur répare ou remplace à ses frais toutes les pièces affectées, et supporte l'ensemble des frais visés à l'article 8.4.
- 8.6 Tout remplacement ou réparation même partiel d'un Bien affecté d'un défaut sériel donne lieu à l'application d'un nouveau délai de garantie couvrant le Bien remplacé pendant vingt-quatre (24) mois à compter de la date de la réparation ou du remplacement.

## 9. Responsabilité - Assurance

- 9.1 Le Fournisseur est responsable de tout dommage subi par la Société ou un tiers du fait de l'inexécution ou de la mauvaise exécution du Contrat. Le Fournisseur indemnifiera la Société de toute perte ou dommage subi par cette dernière à cet égard.
- 9.2 La responsabilité des Parties est limitée au prix du Contrat ; sauf si le dommage trouve son origine dans une négligence grave ou une faute intentionnelle du Fournisseur ou d'un tiers dont le Fournisseur est responsable.
- 9.3 Le Fournisseur souscrit et maintient en vigueur les polices d'assurance nécessaires auprès de compagnies de premier rang et notoirement solvables, et à concurrence d'un montant proportionné aux risques et responsabilités qui lui incombent au titre du Contrat. En particulier, le Fournisseur souscrit une police d'assurance responsabilité civile couvrant, pendant la durée du Contrat :
- son activité professionnelle en général ;
  - son activité dans le cadre du Contrat en particulier ;
  - les dommages de toutes natures causés à la Société ou aux tiers, ainsi qu'aux biens confiés par la Société.
- 9.4 Le Fournisseur produit dans les dix (10) jours calendaires suivant signature du Contrat une attestation d'assurance en cours de validité précisant la nature et le montant des garanties accordées. Il produit également des attestations annuelles confirmant le renouvellement de ses polices pour la période suivante, et ce tant que le Contrat restera en vigueur. En cas de couverture insuffisante, la Société pourra exiger du Fournisseur qu'il souscrive une couverture complémentaire. Ni la présentation d'attestations d'assurance par le Fournisseur, ni le contenu des polices d'assurance souscrites (limitations ou franchise) ne pourront être opposés à la Société ou limiter la responsabilité du Fournisseur.

or part of the corresponding payment of the price.

- 7.6 Late payment interest shall be due starting from the day after the deadline for payment specified on the invoice, without any reminder being necessary. The interest rate for late payment shall be equal to three (3) times the legal interest rate applicable in the country where the Company is located. In addition, and in accordance with French law, the Company shall pay a lump sum as a recovery charge of an amount of € 40.

## 8. Warranty period

- 8.1 The Supplier warrants that the Goods and/or Services shall be free from defects in design, manufacturing or operating defects.
- 8.2 Unless the Contract provides otherwise, the contractual term of the warranty shall be twenty-four (24) months from the delivery of the Goods and/or Services pursuant to the applicable Incoterms.
- 8.3 During the warranty period, the Supplier shall, at his own expenses, implement all necessary actions to mitigate the consequences of any non-conformity notified by the Company. To this end, it shall apply the most appropriate solution after the Company has consented thereto. The Supplier shall remedy the non-conformity within the timeframe indicated by Company and unless otherwise agreed within a maximum period of fifteen (15) calendar days following the defect written notice by the Company.
- 8.4 The Supplier shall bear all direct and indirect costs caused by the defect, such as, in particular, the logistics and labor necessary for the disassembly of the defective Goods and the installation of replacement Goods.
- 8.5 In case of Epidemic Defect (i.e. the same defect affecting at least five (5%) per cent of the Goods delivered under the Contract, measured over a continuous period of twelve (12) consecutive months starting from delivery of the first Goods until two (2) years after the date of the delivery of the last Goods), the Supplier shall repair or replace at its own cost all of affected parts of the Goods, and shall bear all costs referred to in Section 8.4
- 8.6 Any repair or replacement in the context of an Epidemic Defect shall extend the warranty period covering the relevant part for a period of twenty-four (24) months from the date of repair and/or replacement.

## 9. Liability - Insurance

- 9.1 The Supplier is liable for any damage or loss suffered by the Company or any third party as a result of non-performance or improper performance of the Contract. Consequently, the Supplier shall indemnify the Company against any loss or damage suffered by the Company in this respect.
- 9.2 Unless otherwise agreed in the Contract, the Supplier's liability is limited to the Contract price. That limitation of liability shall not apply if the defect is caused by gross negligence or willful misconduct on the part of the Supplier or a party for whom the Supplier is responsible.
- 9.3 The Supplier undertakes to take out and maintain in effect the necessary insurance policies from first rank and reputedly solvent companies and up to an amount commensurate with the risks and liabilities incumbent upon it under ordinary law provisions and the Contract. In particular, the Supplier shall take out a professional liability insurance policy covering, for the duration of the Contract:
- its professional activity in general;
  - its activity under the Contract in particular;
  - More generally damage of any kind caused to the Company or to third parties, as well as to property entrusted by the Company.
- 9.4 The Supplier shall produce within ten (10) calendar days following the Contract's signing a valid insurance certificate issued by its insurers, indicating the type and amount of guarantees granted. The Supplier shall also produce annual certificates confirming the policies renewal for the next period, for as long as the Contract remain in force. In case of insufficient coverage, the Company shall have the right to require that the Supplier take out additional coverage. Neither the presentation of insurance certificates by the Supplier nor the content of the insurance policies (limitations or deductibles) shall be invoked against the Company or limit the Supplier's liability.

## 10. Personnel du Fournisseur – Législation sociale

- 10.1 Le Fournisseur est responsable de son personnel affecté à l'exécution du Contrat, et assume toutes les obligations de l'employeur envers ses employés. Il recrute, gère et rémunère seul les membres de son personnel. Le Fournisseur veille à ce que le personnel ayant un comportement répréhensible ou inadapté soit remplacé à ses frais.
- 10.2 Le Fournisseur s'engage à faire respecter par son personnel les consignes de sécurité et HSSE ainsi que la réglementation en vigueur sur le site d'exécution des prestations et à donner toutes instructions appropriées à cet effet. Il prévient préalablement et par écrit la Société en cas de changement du personnel affectés à l'exécution du Contrat.
- 10.3 Le Fournisseur garantit à la Société que son personnel est employé conformément à la réglementation applicable, et notamment au Code du Travail français. S'il emploie du personnel non-français, le Fournisseur garantit à la Société que ce personnel est autorisé à travailler en France, dans le respect de réglementation en vigueur.
- 10.4 Le Fournisseur fournit à la Société dans les dix (10) jours calendaires suivant la signature du Contrat puis tous les six (6) mois :
- une attestation de réalisation des déclarations sociales et du paiement des cotisations sociales, délivrée par l'organisme français de protection sociale chargé de leur recouvrement. Cette attestation mentionne l'identification de la Société, le nombre de salariés et le montant total des rémunérations déclarées ;
  - une attestation sur l'honneur de dépôt à l'administration fiscale des déclarations fiscales obligatoires ;
  - un extrait Kbis ;
  - s'il emploie du personnel, une attestation sur l'honneur des travaux effectués par ce personnel, employé conformément aux articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du Code du Travail, ainsi qu'une liste nominative du personnel étranger soumis à autorisation de travail (article L. 5221-2 du même code), précisant la date d'embauche, la nationalité, la nature et le numéro de l'attestation de travail.
- 10.5 Le Fournisseur déclare avoir obtenu toutes les autorisations nécessaires pour réaliser les activités prévues au Contrat.
- 10.6 Le Fournisseur reconnaît être seul redevable du paiement de tous les impôts, prélèvements obligatoires, cotisations de toute nature, charges, assurances et autres versements dont il est redevable. Si une autorité administrative ou judiciaire qualifie le Fournisseur ou l'un de ses préposés d'employé de la Société du fait d'une faute du Fournisseur ou de l'inexécution de l'une de ses obligations contractuelles ou, le Fournisseur remboursera à la Société la totalité des sommes, pénalités de toute nature, contributions ou impôts, y compris les intérêts, qui pourraient être réclamés à cette dernière.
- 10.7 De manière générale, le Fournisseur s'assure que le personnel exécutant une activité dans le cadre du Contrat bénéficie de conditions de travail conformes aux lois applicables.

## 11. Confidentialité

- 11.1 Les "Informations Confidentielles" désignent toutes les informations transmises par ou pour le compte de la Société au Fournisseur, quelle que soit leur nature, leur forme ou leur support, liées à l'exécution du Contrat, et notamment mais sans s'y limiter, toutes données techniques, industrielles, financières et commerciales, ou toute autre information et documents relatifs à l'activité, à la stratégie, aux travaux de recherche et développement de la Société, sans que la Société ait à préciser ou identifier leur confidentialité.
- 11.2 Le Fournisseur s'interdit toute divulgation d'Information Confidentielle sans accord écrit préalable de la Société.
- 11.3 Les Informations Confidentielles peuvent appartenir à une société du groupe Statkraft ou à un tiers. Leur divulgation éventuelle par la Société, ou l'accès à ces Informations par le Fournisseur ne pourra en aucun cas être interprété comme conférant au Fournisseur un droit exprès ou implicite sur ces Informations.
- 11.4 Le Fournisseur s'engage à :

## 10. Supplier's personnel – compliance with social legislation

- 10.1 The Supplier is responsible for its staff assigned to execute the Contract and assumes all the obligations of the employer towards its employees. The Supplier alone recruits, manages and pays members of its staff. Directly through its representatives, by whatever means it chooses and under its sole responsibility, it supervises, manages, disciplines and ensures safety of the said staff. The Supplier shall ensure that personnel who behave in a reprehensible manner or who are not suitable to perform the Service are replaced at the Supplier's expense
- 10.2 The Supplier undertakes to ensure its staff complies with safety and HSSE instructions and applicable law on the site where it will be responsible for performing the Services, and for this purpose undertakes to issue them all appropriate instructions. The Supplier undertakes to notify the Company in advance in writing when members of its staff assigned to execute the Service start, leave or change.
- 10.3 The Supplier ensure the Company that its personnel in charge of all or parts of the Contract performance is duly employed under the provisions of applicable law, and in particular the French Labour Code ("Code du Travail"). In the event the Supplier employs non-French personnel, it ensures the Company said personnel is allowed to work in France with regards to the entire legislation and regulations set in place.
- 10.4 The Supplier shall provide the Company, within ten (10) calendar days from the Contract signing and every six (6) months, with:
- a declaration of completion of social declarations, and of social security contribution payment, issued by the French authority responsible for collecting such contributions, mentioning the company's identification, the employees' number and the total amount of declared compensations;
  - a sworn statement of filing to the fiscal administration, at the date of the statement, of the mandatory fiscal declaration set;
  - an excerpt from the commercial register (Kbis),
  - when it employs personnel, a sworn statement of the work performed by the personnel, employed in compliance with the articles L.1221-10, L.3243-2 and R.3243-1 of the French Labour Code, as well as a nominal list of foreign personnel, subject to work authorization (article L.5221-2 of the same code), specifying the hiring date, nationality, type and number of the work permit.
- 10.5 The Supplier declares that it has obtained all the authorizations of any kind necessary to carry out the activities provided for in the Contract.
- 10.6 The Supplier acknowledges that it is alone liable to the payment of all taxes, compulsory payments, contributions, charges, insurances and other payments owed by it. If, under this Contract, any administrative or judicial authority qualifies the Supplier or one of its employees as a Company's employee as a result of the Supplier's fault or of non-performance of one of its contractual or legal obligations, the Supplier shall refund the Company for the totality of any sums, penalty, contributions or taxes, including interests, that may be claimed to the Company.
- 10.7 Generally speaking, the Supplier shall ensure that all personnel performing any activity under the Contract have working conditions in accordance with applicable laws.

## 11. Confidentiality

- 11.1 "Confidential Information" designates all and any information sent by or on behalf of the Company to the Supplier, whatever its nature, form or medium, associated with executing the Contract, and particularly but not limited to all resources made available to the Supplier under the Contract, any technical, industrial, financial and commercial data, or any other information and document relating to the Company's business, strategy, research and development work, without the Company having to specify or identify their confidentiality.
- 11.2 The Supplier shall not disclose Confidential Information without prior written consent from the Company.
- 11.3 Confidential Information may belong to a Statkraft company or to a third party. In any case, disclosure of Confidential Information by the Company, or access to such Information by the Supplier shall in no event be interpreted as granting or conferring to the Supplier, express or implicit right in respect to this Confidential Information.
- 11.4 The Supplier undertakes to:

- utiliser les Informations Confidentielles exclusivement pour l'exécution du Contrat ;
- ne divulguer des Informations Confidentielles qu'à ceux de ses employés pour qui elles sont strictement nécessaires pour l'exécution du Contrat, et uniquement en cas de besoin ;
- s'abstenir de divulguer des Informations Confidentielles en tout ou partie à un tiers sans accord écrit préalable de la Société ;
- s'assurer que les obligations de confidentialité prévues au présent article sont respectées par ses employés et les autres personnes autorisées par la Société à accéder aux Informations Confidentielles.

11.5 Néanmoins, les obligations de confidentialité ne s'appliquent pas aux Informations Confidentielles qui :

- font déjà partie du domaine public avant leur divulgation ou après celle-ci, autrement que par la faute du Fournisseur ;
- sont déjà connues ou disponibles pour le Fournisseur à la date de réception des Informations Confidentielles ;
- sont obtenues légalement par le Fournisseur auprès de tiers ayant tous les droits de divulgation.

11.6 Le Fournisseur informe immédiatement la Société s'il est tenu de divulguer des Informations Confidentielles à la suite d'une décision judiciaire ou administrative.

11.7 En cas de résiliation du Contrat le Fournisseur restitue immédiatement les Informations Confidentielles à la Société et/ou détruit tout support contenant de telles informations. Il fournit une attestation certifiant la restitution complète ou la destruction des documents. Le retour ou la destruction ne décharge pas le Fournisseur de ses obligations contractuelles de confidentialité.

11.8 Le Fournisseur s'interdit toute communication relative au Contrat et/ou ses rapports avec la Société sans l'accord écrit préalable de cette dernière.

11.9 Les obligations de confidentialité prévues au présent article restent en vigueur pendant toute la durée d'exécution du Contrat et pendant trois (3) ans après son terme.

## 12. Force majeure

12.1 Aucune Partie ne sera tenue responsable d'un défaut d'exécution ou d'un retard dans l'exécution, ni réputée agir en violation de ses obligations contractuelles si ce défaut/retard trouve son origine dans un cas de Force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil et de la jurisprudence des tribunaux français. La Partie affectée informera l'autre par notification écrite au plus tard cinq (5) jours calendaires après la survenance du cas de Force majeure.

12.2 Les obligations de la Partie affectée par la Force Majeure restent en vigueur mais sont suspendues sans responsabilité pour une période égale à la durée de l'évènement, et ce à condition que la Partie affectée continue à déployer des efforts raisonnables pour exécuter ses obligations contractuelles.

12.3 Si l'évènement de Force majeure perdure plus de soixante (60) jours calendaires après la notification de la Partie affectée, chaque Partie peut résilier le Contrat comme indiqué à l'article « Résiliation ». Chaque Partie supporte alors ses frais supplémentaires respectifs et aucune d'elles n'est redevable envers l'autre de frais ou indemnités de quelque nature que ce soit.

12.4 Les Parties renoncent expressément à appliquer les dispositions de l'article 1195 du Code Civil français relatives à l'imprévision.

## 13. Sous-traitance

13.1 Le Fournisseur s'interdit de transférer, céder ou sous-traiter en tout ou partie ses droits ou obligations au titre du Contrat sans l'accord écrit préalable de la Société. En cas d'autorisation, celle-ci ne libère pas le Fournisseur ni ne limite ses obligations contractuelles. Cette autorisation préalable s'applique également à tous les sous-traitants, quelle que soit leur position dans la chaîne de sous-traitance. Pour toute demande d'autorisation le Fournisseur communique au

• use Confidential Information exclusively for the purposes contemplated in the Contract;

• disclose Confidential Information only to those of its employees for whom it may be strictly necessary for the purposes contemplated in the Contract;

• not disclose Confidential Information or make it available, either in full or in part, to any third party without prior written consent of the Company;

• ensure that the confidentiality obligations under the present article are complied with by its employees and other persons authorized by the Company to access Confidential Information.

11.5 Nevertheless, the confidentiality obligations shall not apply to any Confidential Information which:

• is already in, or it had entered the public domain prior to its disclosure or after it, otherwise than through the Supplier's fault;

• is already known or available to the Supplier at the date of receipt of Confidential Information;

• is lawfully obtained by the Supplier from third parties, with full rights of disclosure.

11.6 Should the Supplier be required to disclose Confidential Information, pursuant to a judicial or administrative decision, the Supplier shall immediately inform the Company of such request.

11.7 In the event of termination of the Contract for whatever reason, the Supplier undertakes to immediately return Confidential Information to the Company and/or to destroy any medium containing Confidential Information. The Supplier shall provide a statement certifying the aforementioned complete return or destruction. Return or destruction shall not release the Supplier from its confidentiality obligations under the Contract.

11.8 The Supplier undertakes not to publish any article or advertisement relating to the Contract and/or any other information in connection with its business with the Company without the latter's prior written consent.

11.9 Unless otherwise provided for in the Contract, confidentiality obligations provided in this article shall remain in full force and effect throughout the Contract's performance and for a period of three (3) years from the end of the warranty period specified above.

## 12. Force majeure

12.1 No Party shall be liable for any failure to perform or any delay in performance, and no Party shall be deemed to be in breach or default of its obligations under this Agreement if and to the extent that such failure or delay is caused by a Force Majeure Event within the meaning of Article 1218 of the Civil Code and the case law of the French courts. The affected Party shall inform the other Party by written notice, as soon as possible and no later than five (5) calendar days after the occurrence of a Force Majeure event.

12.2 The obligations of the Party affected by the Force Majeure Event shall remain in effect but shall be suspended without liability for a period equal to the duration of the Force Majeure Event provided that the affected Party shall continue to use its reasonable endeavors to perform its obligations under this Agreement.

12.3 If the Force Majeure event lasts more than sixty (60) calendar days from the notification from the Party suffering from Force Majeure, either Party shall have the opportunity to terminate the Contract as indicated in article "Termination". Each Party shall then bear their respective additional costs and neither Party shall be required to pay to the other Party any costs nor indemnity of any kind arising out of any such Force Majeure Event.

12.4 Parties expressly waive to apply the provisions of article 1195 of the French Civil Code relating to un-foreseeability.

## 13. Subcontracting

13.1 The Supplier shall not transfer, assign, delegate, or subcontract, in whole or in part, any of its rights or obligations under the Contract, whether directly or indirectly, without the Company's prior written consent. Any such consent shall not release the Supplier from, or limit, any of its contractual obligations. Requirement to obtain approval from the Company applies to all subcontractors, whatever their position in the

minimum : la nature et l'étendue de la prestation qu'il souhaite sous-traiter, la trame des contrats de sous-traitance qu'il envisage de signer, et les justificatifs de compétence (expérience, certificats, etc.) des sous-traitants pressentis.

13.2 Pendant la durée du Contrat, le Fournisseur s'engage :

- à respecter l'intégralité de la réglementation applicable à la sous-traitance, et notamment la loi française n°75-1334 du 31 décembre 1975. En cas de sous-traitance en chaîne, il veille à ce que chaque sous-traitant agissant en tant que donneur d'ordre respecte et fasse également respecter cette réglementation ainsi que les dispositions du Code du travail ;

- à adresser à la Société dès leur signature la copie des contrats de sous-traitance.

13.3 Le Fournisseur garantit la Société contre toute condamnation qui pourrait être prononcée à son encontre du fait du non-respect par le Fournisseur ou l'un de ses sous-traitants du Contrat et/ou de la législation applicables. De manière générale, le Fournisseur est responsable de tout dommage causé par ses sous-traitants quel que soit leur place dans la chaîne de sous-traitance.

#### 14. Changement de contrôle

14.1 Un changement de contrôle désigne l'acquisition par un tiers du contrôle direct ou indirect du Fournisseur au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce français. En complément, un tiers est réputé contrôler le Fournisseur si de manière directe ou indirecte :

- détient la majorité des droits de vote du Fournisseur ;
- et/ou a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres du conseil d'administration, conseil de surveillance ou tout autre organe chargé de ou contrôlant la gestion du Fournisseur ;
- et/ou peut exercer une influence dominante ou déterminante sur les actions du Fournisseur.

14.2 Lorsqu'un changement de contrôle du Fournisseur est envisagé, ce dernier s'engage à :

- en informer sans délai la Société en indiquant l'investisseur/acquéreur potentiel, la modification envisagée dans la composition du capital social ou tout autre changement ; ainsi que toute autre information pertinente à ce sujet ;
- fournir à la Société l'engagement de l'Acquéreur d'assurer la bonne exécution du Contrat, et de l'indemniser de toutes les conséquences négatives résultant de ce Changement de Contrôle.

#### 15. Résiliation

15.1 Chacune des Parties peut résilier le Contrat après mise en demeure infructueuse exprimée par lettre recommandée avec accusé de réception :

- si l'autre Partie manque à l'une de ses obligations contractuelles et n'y remédie pas dans les trente (30) jours calendaires suivant réception de la mise en demeure ;
- si l'autre Partie fait l'objet d'une protection judiciaire, d'une mise sous séquestre ou d'une liquidation, sous réserve des dispositions d'ordre public applicables ;
- en cas de Force Majeure dans les conditions visées supra.

En outre, la Société aura la possibilité de résilier le Contrat avec le même formalisme :

- en cas de changement de contrôle du Fournisseur ;
- si le Fournisseur ne respecte pas le contenu de la clause d'Éthique Commerciale ci-après.

15.2 En cas de résiliation pour faute du Fournisseur, la Société se réserve le droit d'exécuter ou de faire exécuter par un tiers tout ou partie du Contrat aux frais du Fournisseur. Dans ce cadre, le Fournisseur s'engage fournir tous les éléments nécessaires à l'exécution du Contrat.

15.3 A l'expiration du Contrat ou suite à sa résiliation anticipée, le Fournisseur restitue à ses frais à la Société sous dix (10) jours calendaires tout bien et documentations non encore communiqués.

subcontracting chain. In its written request the Supplier shall as a minimum (i) specify the nature/scope of the Service it intends to subcontract, (ii) join the subcontract template it intends to sign, (iii) and join the evidence competence (track record, official certificates, etc.) of prospective subcontractors.

13.2 During the term of the Contract, the Supplier undertakes to:

- comply with all applicable law, and in particular with provisions of French law no. 75-1334 of December 31<sup>st</sup> 1975, as amended, on subcontracting, and in the event of a subcontracting chain, ensure that each subcontractor acting as prime contractor complies with the provisions of the aforementioned law and the provisions of French labour code;

- send automatically to the Company a copy of all subcontracting agreements within ten (10) calendar day after their signing date.

13.3 The Supplier shall hold the Company harmless against any condemnation that may be pronounced against it as a result of the Supplier's or one of its subcontractor's failures to comply with any provisions of the Contract and/or applicable law. In general, the Supplier is responsible for any damage caused by its subcontractors regardless of their place in the subcontracting chain.

#### 14. Change of control

14.1 Change of control ("Change of Control") shall mean the acquisition by a third party of direct or indirect control of the Supplier as defined in article L.233-3 of the French Commercial code. Complementary, a third party shall be deemed to control the Supplier if it, directly or indirectly:

- holds a majority of the voting rights in the Supplier;
- or/and has the right to appoint or remove a majority of the Supplier's board of directors, supervisory board, or any other body in charge of or controlling the management of the Supplier; or
- or/and has the right to exercise a dominant or decisive influence over the Supplier.

14.2 When a Change of Control of the Supplier is contemplated, the Supplier shall:

- promptly notify the Company of such anticipated event identifying the potential investor/acquiring party, the contemplated modification in the share capital composition, or any other change; and, provide any relevant information to Company during the Change of Control process,
- provide the Company with the acquiring Party commitments to ensure the proper execution of the Contract, and to indemnify the Company of all negative changes which could occur from this Change of Control.

#### 15. Termination

15.1 Either Party shall be entitled to terminate the Contract by registered letter with acknowledgement of receipt in any of the following situations:

- when the other Party fails to perform any of its contractual obligations and does not cure such situation within thirty (30) days from receipt of formal notice;
- when the other Party becomes the subject of judicial protection, receivership or liquidation, subject to public policy provisions under applicable law;
- when the other Party did not perform its obligations because of a Force Majeure event and as specified above

Additionally, the Company shall have the possibility to terminate the Contract with the same formalism when:

- the Supplier is experiencing a Change of Control,
- the Supplier is in breach with the content of the Business Ethic clause below.

15.2 In the event of termination of the Contract by the Company for default attributable to the Supplier, the Company reserves the right to perform or have a third party perform all or part of the Contract at the Supplier's expenses. In this respect, the Supplier undertakes at the Company's request, to provide the latter or any third party designated by the Company with all the elements that are necessary to perform the Contract.

15.4 Quel que soit le cas de résiliation les Parties restent tenu de respecter leurs obligations contractuelles jusqu'à la date d'effet de la résiliation.

## 16. Éthique des affaires

16.1 Dans le cadre du Contrat, le Fournisseur s'engage à toujours agir en conformité avec, et ne pas s'engager dans une activité, une pratique ou une conduite en violation de toute loi nationale, internationale, et toutes autres réglementation applicable relatives aux normes de comportement éthique et responsable, dont notamment celles traitant des droits de l'Homme, de la protection de l'environnement, de la corruption, de la fraude, du blanchiment d'argent, des régimes de sanctions applicables et d'autres crimes économiques, telles que :

- les lois et réglementations anti-corruption internationales et nationales ;
- les lois et réglementations internationales et nationales en matière d'environnement et de ressources naturelles, et les normes internationales telles que les normes de performance de l'IFC (International Finance Corporation) en matière de durabilité environnementale et sociale ;
- les lois et réglementations internationales et nationales relatives à santé et la sécurité ;
- les lois et réglementations internationales et nationales applicables en matière de droits de l'Homme, dont celles mentionnées dans les Principes Directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme ;
- toute réglementation applicable relative aux sanctions économiques et au contrôle des exportations, et en particulier l'interdiction de s'engager dans des relations d'affaires avec des entités détenues ou contrôlées par des personnes faisant l'objet de sanctions administratives ou appliquées par le Bureau de Contrôle des Avoirs Etrangers du Département du Trésor des Etats-Unis, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, l'Union Européenne, le Ministère Norvégien des Affaires Etrangères, ou est situé, organisé ou résident d'un pays ou territoire qui fait ; ou dont le gouvernement fait l'objet de sanctions par une autorité de sanctions compétente ;
- le Code de Conduite des Fournisseurs de Statkraft, disponible sur [www.statkraft.com](http://www.statkraft.com).
- Le Fournisseur s'engage à ce que ses affiliés (tels que définis par l'article L233-3 du Code de Commerce français), employés, mandataires et autres représentants qui fournissent des biens et/ou exécutent des prestations pour son compte dans le cadre du Contrat (les « Représentants ») et les sous-traitants respectent toutes les exigences susmentionnées.

16.2 Le Fournisseur informe immédiatement la Société par écrit s'il a des raisons de croire qu'il, ou l'un de ses Représentants ou sous-traitants : (a) fait l'objet d'une enquête ou de poursuites liées à une circonstance alléguée qui représenterait une infraction à la Clause 16.1 ci-dessus ; ou (b) ont été répertoriés par un ministère ou une autorité administrative comme étant exclus, suspendus, proposés pour suspension ou exclusion, ou autrement inéligibles à la participation à des marchés publics. Les notifications par e-mail sont acceptées.

16.3 En cas de soupçon raisonnable de violation des exigences énoncées à la Clause 16.1, la Société peut demander au Fournisseur de lui communiquer des documents et informations à ce sujet. La Société pourra également décider de suspendre l'exécution du Contrat si la violation n'est pas corrigée dans les 30 jours calendaires suivant la réception de la notification écrite du manquement. Elle pourra exiger du Fournisseur qu'il mette en œuvre des mesures correctives raisonnables identifiées par la Société, dont notamment de nouvelles procédures, la résiliation de contrats et l'interruption de paiement, ou l'expulsion des personnes ayant agi en violation des exigences énoncées à la Clause 16.1.

16.4 En cas de violation par le Fournisseur des dispositions de la clause 16.1, ou si lui ou un de ses affiliés, Représentants ou sous-traitants devient la

15.3 Upon expiration of the Contract, or following its termination for any reason whatsoever, the Supplier shall return to the Company, within ten (10) calendar days, at the Supplier's cost, any entrusted property and any documentation which has not yet been provided.

15.4 In all the cases of termination notwithstanding the reasons, each Party shall still be required to comply with all its contractual obligations until the termination effective date.

## 16. Business ethics

16.1 The Supplier shall, when acting in connection with this Contract always act in compliance with, and not engage in any activity, practice or conduct in breach of, any applicable state, national, and international laws, rules and regulations and other applicable rules relating to ethical and responsible standards of behavior, including but not limited to those dealing with human rights, environmental protection, corruption, fraud, money-laundering, applicable sanction regimes and other economic crimes, such as:

- any applicable international and national anti-corruption laws and regulations
- any applicable international and national environmental and natural resources laws and regulations, and international standards such as the IFC Performance Standards on Environmental and Social Sustainability;
- any applicable international and national health and safety laws and regulations;
- any applicable international and national human rights laws and regulations, including but not limited to those referred to in the UN Guiding Principles on Business and Human Rights;
- any applicable regulations related to economic sanctions and export control, and in particular not engage in business with entities owned or controlled by persons that are the target of any sanctions administered or enforced by the US Department of Treasury's Office of Foreign Assets Control, the United Nations Security Council, the European Union, the Norwegian Ministry of Foreign Affairs, or is located, organized or resident in a country or territory that is, or whose government is, the subject of sanctions by a relevant sanctions authority,
- the Statkraft Supplier Code of Conduct available at [www.statkraft.com](http://www.statkraft.com)
- The Supplier shall ensure that its affiliates (as defined by article L. 233-3 of the French Commercial Code), employees and permitted agents or other representatives, who provide goods and/or perform services on behalf of the Supplier in connection with this Contract (the "Representatives") and subcontractors comply with all the above-mentioned requirements.

16.2 The Supplier shall immediately notify the Company in writing if there is reason to believe that the Supplier or any of the Representatives or subcontractors have: (a) been subject to an investigation, or prosecution which relates to an alleged circumstance that would represent an infringement of Clause 16.1 above; or (b) been listed by any government department or agency as being debarred, suspended, proposed for suspension or debarment, or otherwise ineligible for participation in government procurement programs or contracts. E-Mail notifications are deemed satisfactory.

16.3 If the Company reasonably suspects a breach of the requirements set out in Clause 16.1, the Company shall be entitled to, upon written notice, suspend the performance of this Contract if the breach is not remedied within 30 calendar days after receipt of written notice of such breach from the Company. The Company shall also be entitled to require the Supplier to implement reasonable corrective actions identified by the Company, including, but not limited to establishing new procedures, terminate contracts and payments or removing persons who have acted in breach of the requirements set out in Clause 16.1.

16.4 In the event of any breach by the Supplier of the provisions of Clause 16.1, or if the Supplier or any of its affiliates, Representatives or subcontractors becomes a target of, or becomes owned/controlled by a target/targets of, any applicable regulations related to economic sanctions and export control, as referred to in Clause 16.1 above, then

- If the breach (i) is of a nature that cannot be remedied or (ii) if the breach can be remedied but the Supplier has not remedied it within a



cible de, ou devient détenu/contrôlé par une cible de toute réglementation liée aux sanctions économiques et au contrôles des exportations telles que visées à la clause 16.1 ci-dessus, alors

- si le manquement (i) est de nature irrémédiable ou (ii) peut être corrigé mais que le Fournisseur n'y a pas remédié dans le délai raisonnable précisé par la Société, cette dernière peut résilier le Contrat ; et

- le Fournisseur indemniser la Société contre toutes pertes, responsabilités, dommages, coûts et dépenses (y compris les frais juridiques) subies par la Société du fait de cette violation.

16.5 Avant de conclure tout contrat de sous-traitance, le Fournisseur effectue des recherches raisonnables pour s'assurer que ses sous-traitants potentiels sont qualifiés pour exécuter les tâches envisagées, qu'ils ont une bonne réputation et qu'ils ne présentent aucun risque notamment lié à la corruption pour le Fournisseur ou la Société. Les contrats de sous-traitance conclus par le Fournisseur doivent obliger les sous-traitants à :

- garantir des engagements au moins aussi stricts que ceux énoncés à l'article 16.1 ;

- assurer un droit pour le Fournisseur et la Société de recevoir de la documentation et des informations des sous-traitants conformément aux principes visés à l'article 16.1 ; et

- s'assurer d'un engagement des sous-traitants à mettre en œuvre les actions correctives raisonnables identifiées par la Société, conformément aux principes de l'article 16.1.

16.6 La sous-traitance ne dégage pas le Fournisseur de ses responsabilités. Il reste responsable des actes, manquements et négligences de ses sous-traitants comme s'il s'agissait de ses propres actes.

## **17. Confidentialité des données**

17.1 Chaque Partie s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données personnelles et notamment les dispositions du RGPD (règlement 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE), ci-après dénommées ensemble le « Règlement sur les Données ».

17.2 Le Fournisseur s'assure de recevoir les mêmes engagements de la part de ses éventuels sous-traitants tout au long du Contrat. Chaque Partie reste responsable des bases de données contenant les données personnelles qu'elle a collectées pour son propre compte et s'engage à respecter le Règlement sur les Données.

## **18. Signature électronique**

18.1 Les Parties peuvent convenir de signer le présent Contrat sous format électronique, conformément aux dispositions des articles 1366, 1367 et 1375 du Code Civil français, et notamment aux dispositions du décret n° 2017-1416 (28 septembre 2017).

18.2 Le Contrat signé sous forme électronique est considéré comme un document original et accepté par les Parties comme preuve de leurs obligations contractuelles au titre du Contrat, au même titre qu'un document papier signé par elles.

## **19. Loi applicable – litiges**

19.1 Le Contrat est assujéti au droit français. L'application au Contrat de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises signée à Vienne en 1980 est expressément exclue.

19.2 Les Parties feront de leur mieux pour régler à l'amiable tout litige né du Contrat. A défaut de règlement amiable entre les Parties dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification écrite du litige par une Partie à l'autre, la Partie la plus diligente pourra saisir le Tribunal de Commerce de Lyon (France) qu'elles désignent comme seul compétent pour traiter les litiges de toute nature en relation directe ou indirecte avec le Contrat.

reasonable time period stipulated by the Company, the Company may terminate this Contract; and

- the Supplier shall indemnify the Company against any losses, liabilities, damages, costs and expenses (including legal fees) incurred or suffered by the Company as a consequence of such breach.

16.5 Prior to entering into any sub-contracts, the Supplier shall conduct an appropriate integrity due diligence to ensure that the potential subcontractors are duly qualified to perform the tasks for which they may be engaged, that they are of good reputation, and that they to the best of its evaluation would present no corruption-related or other compliance risk or liability to the Supplier or the Company. All subcontracts entered into by the Supplier shall require the subcontractors to:

- ensure undertakings that are in all substantial respects at least as strict as the undertakings set forth in Clause 16.1;

- ensure a right for the Supplier and the Company to receive documentation and information from the subcontractors in line with the principles of Clause 16.1 above; and

- ensure an undertaking of the subcontractors to implement reasonable corrective actions identified by the Company in line with the principles of Clause 16.1 above.

16.6 Subcontracting shall not relieve the Supplier of its responsibilities. The Supplier shall be responsible for the acts, defaults and neglects of its subcontractors as if they were its own acts.

## **17. Data Privacy**

17.1 Each Party undertakes to comply with the regulations in force applicable to the processing of personal data and, in particular, the provisions of the GDPR (regulation 2016/679 of the European parliament and of the council of April 27<sup>th</sup>, 2016, on the protection of individuals with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data and repealing Directive 95/46/EC), hereinafter together referred to as the "Data Regulations".

17.2 The Supplier shall ensure that it receives the same commitments from any subcontractors throughout the term of the Contract. Each Party thus remains responsible for the databases containing the personal data it has collected on its own behalf and undertakes to comply with the Data Regulations.

## **18. Digital signature**

18.1 Parties may agree to conclude and sign this Contract in electronic form in accordance with the provisions of Articles 1366, 1367 and 1375 of the French Civil Code, and in particular the provisions of Decree No. 2017-1416 (September 28<sup>th</sup>, 2017).

18.2 The Parties acknowledge that this Contract signed in electronic form is considered as an original document, and accept it as proof of their contractual obligations under the Contract in the same way as a paper document signed by them.

## **19. Applicable law – litigation**

19.1 The Contract shall be subject to French law. Application to the Contract of the United Nations Convention on contracts for the international sale of goods, signed in Vienna in 1980 is expressly excluded.

19.2 The Parties shall use their best efforts to settle amicably any dispute arising out of or in connection with the Contract. If no amicable settlement is reached between the Parties within thirty (30) days from the date of written notification of the dispute by one Party to the other, the most diligent Party may refer the matter to the Commercial Court of Lyon (France), which they designate as the only competent court to deal with disputes of any nature directly or indirectly related to the Contract.